



Evry, le 10/03/2016

Déclaration liminaire

Madame la Présidente,

L'ordre du jour de ce CTL porte encore une fois sur la destruction du réseau local de la DGFIP, ainsi que vous l'avez déjà annoncé plusieurs fois. Le seul but de ces restructurations est une nouvelle liquidation des emplois dans l'Essonne. Après avoir supprimé des milliers d'emplois à un rythme annuel correspondant aux effectifs d'un très gros département, la Direction Générale continue sur sa lancée suicidaire en supprimant presque 2 fois l'équivalent de la DDFiP de l'Essonne cette année !

Pour **F.O.**-DGFIP, moins de fonctionnaires, c'est inévitablement moins de services publics. Sur le terrain, les missions sont exercées à flux tendu, certains collègues craquent, les personnels sont au bord de la rupture, épuisés, vulnérables, pressés comme des citrons depuis des années.

Nos coupables dirigeants en sont conscients, puisqu'ils ne manquent pas une occasion de vouloir nous payer de mots, tantôt par un message signé Parent sur Ulysse, tantôt par une lettre de notre ministre de la fonction publique par mail.

Mais les personnels attendent bien plus que des mots : ils veulent que leurs rémunérations augmentent, que leurs carrières et leur qualification soient reconnues à travers des promotions, que leur travail soit propice à l'épanouissement, que l'État employeur allège leurs dépenses de santé en abondant les mutuelles. Mais en réponse, on leur propose l'arnaque du PPCR subventionné par l'agent lui-même, et au détriment de son avancement. Les agents sont spoliés et en plus ils devraient remercier !

Nos revendications sur les moyens pour exercer correctement nos missions demeurent d'actualité, et la DGFIP a notamment son rôle à jouer sur la surveillance de l'économie occulte dont il est notoire qu'elle participe au financement du terrorisme.

Parallèlement, la présence des services déconcentrés de la DGFIP au plus près du citoyen, y compris en zone rurale et dans les quartiers abandonnés depuis longtemps, constitue un facteur essentiel de cohésion sociale. Or l'Essonne compte parmi les départements où le nombre d'administrés ne cesse d'augmenter. Les **37** emplois supprimés en 2016 vont amplifier ce constat dressé par la DGAFP elle-même.

Encore récemment, tous les canaux d'accueil de la DGFIP ont été très fortement sollicités par des contribuables désarmés par les conséquences des mesures de suppression de la demi-part des veuves, la fiscalisation des majorations de retraite pour enfants et la forte augmentation de la taxe Foncière sur les parcelles non bâties dans les grosses agglomérations.

Les déclarations des Ministres dans les médias, annonçant un traitement particulier pour ces contribuables et les invitant même à ne pas s'acquitter de leurs obligations

fiscales, au mépris des règles républicaines, n'a fait que provoquer un afflux supplémentaire aux guichets des Centres des Finances Publiques et dégrader encore plus les conditions de travail des agents qui, rappelons-le, sont exposés en première ligne.

F.O.-DGFIP dénonce la précipitation de ces annonces ministérielles et leurs conséquences néfastes sur l'organisation des services et le moral des collègues.

Pour **F.O.-DGFIP** il y a bien là une réelle incohérence de ceux qui préconisent le tout internet et dans le même temps invitent les contribuables à se rendre aux guichets de la DGFIP.

Pour **Force Ouvrière** il n'y a pas de République sans service public.

A l'heure où notre pays doit renforcer toutes les mesures de sécurité, la surveillance des flux financiers, qui relève des missions de la DGFIP, est très insuffisamment prise en compte.

De même, pour mettre en place une action publique à la hauteur des défis que rencontre la République, il est nécessaire d'en assurer le financement, ce qui est le rôle de la DGFIP.

Pour l'année 2016, les créations d'emplois dans les administrations sécuritaires ne seront pas financées au détriment des moyens de la DGFIP. Mais après ?

Face aux attaques que subit la DGFIP en général, et la DDFIP de l'Essonne en particulier,

FO réaffirme plus que jamais ses revendications, et appelle les personnels à se mobiliser pour une nécessaire et indispensable action de défense de leurs intérêts matériels et moraux.

Pour FO, toutes les suppressions d'emplois sont des coups violents portés à nos services et à ceux qui y travaillent. Les restructurations qui les suivront bientôt seront accompagnées d'une batterie d'outils RH sur mesure, pour que rien ne puisse adoucir la rudesse des méthodes de notre DG.

FO condamne chaque suppression d'emploi et dénonce les pratiques du DG qui déclare scandaleusement ne pas être tenu par les engagements de ses prédécesseurs.

FO exige l'arrêt des suppressions d'emplois, dangereuses et injustifiées.

FO exige l'arrêt de la démarche stratégique.

Pour conclure, rappelons que, le 24 novembre, le Secrétaire d'État chargé du Budget, Christian ECKERT, a invité le Directeur Général à revoir la méthode en matière de restructurations et demandé la réunion des Comités Techniques Locaux **très en amont des décisions** et avant toute communication extérieure.

Madame la Présidente, cela signifie que vos projets de restructuration au 1^{er} janvier 2017 et avant, doivent être évoqués en CTL et en CHS-CT, devront être connus des représentants ici présents bien avant toute signature et non plus nous balader comme vous l'avait fait en vous abritant derrière l'aval du ministre alors que le surlendemain du CTL de janvier vous annonciez aux cadres de l'Essonne les restructurations pour les années 2016 et 2017 .

Les élus FO au CTL de l'Essonne